

55296

Distr.
LIMITEE

ECA/MULPOC/Lusaka/122/Rev.1
ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/III/3
13 février 1979

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième réunion du Groupe intergouvernemental
des négociations consacrées au Traité relatif
à l'établissement d'une zone d'échanges
préférentiels en Afrique de l'Est et en
Afrique australe

Addis-Abéba, 27 février - 5 mars 1979

PROJET DE PROTOCOLE REVISE SUR LES TRANSPORTS ET LES COMMUNICATIONS
DANS LA ZONE D'ECHANGES PREFERENTIELS POUR LES ETATS D'AFRIQUE
DE L'EST ET D'AFRIQUE AUSTRALE

LES HAUTS PARTIES CONTRACTANTES

RAPPELANT les dispositions du paragraphe ... de l'Article ... du Traité relatif à l'établissement d'une Zone d'échanges préférentiels en Afrique de l'Est et en Afrique australe aux termes desquelles un Protocole audit Traité précisera la méthode à suivre pour encourager la coopération entre elles dans le domaine des transports et des communications;

ET RAPPELANT EGALEMENT la résolution 298(XIII) de la Conférence des Ministres concernant les routes transafricaines, la résolution 32/160 de l'Assemblée générale concernant la Décennie des transports et des communications en Afrique, 1978-1988, et la résolution 278(XII) de la Conférence des Ministres du 24 au 28 février 1975, concernant le réseau panafricain de télécommunication;

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER

Interprétation

Dans le présent Protocole,

"Conseil" s'entend du Conseil des Ministres établi par l'Article ... du Traité.

"Etat membre" ou "Etats membres" s'entendent de l'Etat membre ou des Etats membres de la Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe.

"Zone d'échanges préférentiels" s'entend de la Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe.

"Traité" s'entend du Traité établissant la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.

ARTICLE 2

Politique commune en matière de transports et de communications

Les Etats membres s'engagent à mettre progressivement au point une politique commune en matière de transports et de communications en améliorant et en développant leurs voies de raccordement dans le domaine des transports et des communications et en en créant de nouvelles afin d'encourager l'unification territoriale des Etats membres et les mouvements de personnes, de marchandises et de services dans la Zone d'échanges préférentiels. A cette fin, les Etats membres prendront toutes les mesures nécessaires pour donner effet au présent Protocole.

ARTICLE 3

Transports routiers

Les Etats membres :

- a) Ratifieront les Conventions des Nations Unies sur la circulation routière et sur la signalisation routière de 1968 ou y adhéreront et prendront des mesures pour en appliquer les dispositions;
- b) Harmoniseront les dispositions de leur législation applicables au matériel et aux marques des véhicules utilisés dans les transports internationaux;
- c) Adopteront des normes et règlements communs applicables à la délivrance de permis de conduire;
- d) Harmoniseront et simplifieront les formalités et les documents requis pour les marchandises et les véhicules utilisés dans les transports internationaux;
- e) Convieront des conditions d'assurance minimales applicables aux marchandises et aux véhicules;
- f) Adopteront des règlements communs régissant les limitations de vitesse dans les agglomérations et sur les routes des Etats membres;

g) Adopteront des règlements communs prescrivant des normes de sécurité minimales pour le transport de substances dangereuses;

h) Harmoniseront les règles et règlements applicables aux transports spéciaux qui doivent s'effectuer en convoi;

i) Adopteront des règles et règlements communs régissant les dimensions, les caractéristiques techniques, le poids brut et la charge par essieu des véhicules circulant sur les grands axes routiers internationaux;

j) Construiront des grands axes routiers internationaux selon des normes de conception communes et entretiendront les réseaux routiers existants pour les maintenir dans un état qui permette aux transporteurs des autres Etats membres de les utiliser à partir ou en direction de leur territoire dans des conditions propres à leur assurer une certaine efficacité;

k) Conviendront d'entretenir les tronçons de la Route transafricaine qui traversent leur territoire ainsi que les routes de desserte qui lui sont reliées pour faciliter le commerce dans la Zone d'échanges préférentiels;

l) Prendront les mesures voulues pour harmoniser et utiliser au maximum les programmes de leurs institutions existantes pour la formation du personnel chargé des opérations de transport routier;

m) Se consulteront sur l'imposition de droits de péage non discriminatoires aux frontières et sur l'exemption éventuelle de ces droits des véhicules immatriculés dans les Etats membres;

n) Veilleront à ce que les opérations de transport international soient réparties proportionnellement entre les transporteurs de leur territoire et les transporteurs des autres Etats membres;

o) Veilleront à ce que les tarifs appliqués par les transporteurs de leur territoire qui s'occupent de transports internationaux, au transport de passagers et de marchandises à partir et en direction des autres Etats membres n'entraînent aucune discrimination entre les Etats membres;

p) Veilleront à ce que le traitement accordé aux entrepreneurs de transports routiers des autres Etats membres qui s'occupent de transports internationaux ne soit pas moins favorable que celui accordé aux entrepreneurs de transports routiers de leur territoire;

q) Echangeront des informations sur l'évolution de la situation des transports routiers sur le plan technique.

ARTICLE 4

Transports ferroviaires

Les Etats membres sur le territoire desquels sont exploitées des lignes de chemins de fer :

a) Adopteront des règles et règlements communs de sécurité applicables aux panneaux de signalisation, aux signaux ferroviaires et au matériel roulant;

b) Adopteront des prescriptions de sécurité minimales communes pour le transport de substances dangereuses;

c) Harmoniseront leurs prescriptions légales et administratives applicables aux transports ferroviaires internationaux, en vue d'éliminer les obstacles et les divergences qui existent entre eux;

d) Harmoniseront et simplifieront les documents exigés pour les transports ferroviaires internationaux entre eux;

e) Harmoniseront les procédures relatives au conditionnement, au marquage et au chargement des marchandises et des wagons pour les transports ferroviaires internationaux entre eux;

f) Prendront les mesures voulues pour harmoniser et utiliser au maximum les programmes de leurs institutions existantes pour la formation du personnel chargé des transports ferroviaires;

g) Convieront d'imposer les mêmes tarifs et d'appliquer les mêmes règles et règlements aux transports ferroviaires entre eux;

- h) Echangeront des informations sur l'évolution des transports ferroviaires;
- i) Se consulteront sur les mesures proposées susceptibles d'avoir des répercussions sur les transports ferroviaires des autres Etats membres;
- j) Conviendront de se réserver mutuellement des emplacements distincts et adéquats au stockage des marchandises dans des entrepôts appropriés;
- k) Prendront des mesures pour faciliter le transfert de wagons de chemin de fer utilisés dans les transports internationaux d'un réseau à l'autre;
- l) Conviendront de répartir proportionnellement le matériel roulant ferroviaire pour le transport des marchandises à partir et en direction du territoire de chacun d'entre eux sans discrimination;
- m) S'efforceront d'entretenir les installations matérielles de leur réseau pour les maintenir dans un état qui permette aux autres Etats membres d'exploiter leur propre réseau dans le cadre des opérations ferroviaires internationales, dans des conditions propres à leur assurer une certaine efficacité.

ARTICLE 5

Transports aériens

Les Etats membres :

- a) Normaliseront les services d'aéroport et les règles et règlements applicables à l'aviation civile sur leur territoire en appliquant les dispositions de la Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale et en particulier l'annexe 9 de ladite Convention;
- b) Coordonneront les vols des compagnies aériennes qui auront été désignées;
- c) Développeront, entretiendront et utiliseront en commun les installations de navigation, de communications et de météorologie pour assurer la sécurité de la navigation aérienne;

d) Conviendront de s'accorder mutuellement un traitement préférentiel en matière d'octroi de droits de trafic aérien et autres facilités en vue d'accroître l'efficacité et la rentabilité des compagnies aériennes qui auront été désignées;

e) S'accorderont mutuellement un traitement préférentiel en matière d'utilisation des services d'entretien et de révision, des autres services pour les avions et le matériel au sol et des autres installations;

f) Prendront les mesures voulues pour harmoniser et utiliser au maximum les programmes de leurs institutions existantes pour la formation du personnel de l'aviation civile;

g) Se fourniront et échangeront des informations sur les statistiques relatives aux transports aériens et sur l'évolution de l'aviation civile sur le plan technique;

h) Conviendront d'imposer les mêmes tarifs et d'appliquer les mêmes règles et règlements aux services de transport aérien entre eux;

i) Conviendront d'attribuer proportionnellement un emplacement à bord des avions des compagnies aériennes qui auront été désignées, aux marchandises expédiées à partir ou en direction du territoire des autres Etats membres.

ARTICLE 6

Transports et ports maritimes

Les Etats membres qui ne sont pas dépourvus de littoral :

a) Normaliseront les services portuaires et harmoniseront et simplifieront les documents et les opérations portuaires;

b) Utiliseront au maximum les facilités offertes par le Code de conduite des conférences maritimes, adopté par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;

c) Encourageront la coopération entre leurs autorités portuaires en ce qui concerne la gestion et les opérations de leurs ports et les transports maritimes pour faciliter le trafic des Etats membres sans littoral;

- d) Prendront les mesures voulues pour harmoniser et utiliser au maximum les programmes de leurs institutions existantes pour la formation du personnel employé dans les transports maritimes et la gestion portuaire;
- e) Coopéreront avec les Etats membres sans littoral en matière de transports maritimes pour faciliter le commerce desdits Etats membres;
- f) Conviendront d'imposer les mêmes tarifs et d'appliquer les mêmes règles et règlements aux transports maritimes entre eux;
- g) Conviendront d'attribuer proportionnellement un emplacement à bord de leurs navires aux marchandises expédiées à partir ou en direction du territoire des autres Etats membres;
- h) Conviendront d'attribuer proportionnellement des emplacements distincts et adéquats au stockage des marchandises expédiées à partir ou en direction de leur territoire respectif dans des entrepôts appropriés.

ARTICLE 7

Transports par voies d'eau intérieures

Les Etats membres riverains de voies d'eau intérieures navigables :

- a) Adopteront, harmoniseront et simplifieront les règles, règlements et procédures administratives régissant les transports internationaux par voies d'eau intérieures;
- b) Utiliseront, chaque fois que possible, des services d'entretien communs;
- c) Harmoniseront les tarifs applicables aux transports internationaux par voies d'eau intérieures;
- d) Adopteront des règles communes applicables au conditionnement, au marquage, au chargement et aux autres procédures intéressant les transports internationaux par voies d'eau intérieures;
- e) Conviendront d'imposer les mêmes tarifs et d'appliquer les mêmes règles et règlements aux transports par voies d'eau intérieures entre eux;

f) Echangeront des informations sur l'évolution des transports par voies d'eau intérieures;

g) Conviendront d'attribuer proportionnellement un emplacement à bord des bâtiments immatriculés dans leur territoire, aux marchandises expédiées à partir ou en direction du territoire des autres Etats membres.

ARTICLE 8

Transports par pipeline

Les Etats membres coopéreront, chaque fois que des projets de pipelines internationaux s'avèreront possibles, dans tous les domaines de la planification, du financement et de l'exécution de projets concernant les transports par pipeline.

ARTICLE 9

Centres de réservation de fret

Chaque Etats membre :

- a) Prendra des mesures pour créer un centre national de réservation de fret;
- b) Recommandera à toutes les autorités nationales intéressées de passer, dans le cadre de leurs compétences, des contrats d'exportation sur une base c.a.f. et d'importation sur une base f.o.b.;
- c) Prendra les mesures voulues pour harmoniser et utiliser au maximum les programmes de leurs institutions existantes pour la formation des employés des centres de réservation de fret;
- d) S'engagera à réduire la dépendance à l'égard des conférences maritimes, notamment en créant une compagnie multinationale de cabotage et en recourant aux compagnies maritimes des autres Etats membres;
- e) Echangera avec les autres Etats membres des informations sur l'évolution de la situation des centres de réservation de fret.

ARTICLE 10

Transports multinationaux

Les Etats membres :

- a) Harmoniseront et simplifieront les règlements, procédures et documents nécessaires aux transports internationaux multimodaux;
- b) Appliqueront des règles et règlements uniformes au conditionnement, au marquage et au changement des marchandises;
- c) Fourniront, chaque fois que possible, les installations techniques et autres pour le transbordement direct aux principaux points de transbordement;
- d) Echangeront entre eux des informations sur l'évolution des transports multimodaux;
- e) Conviendront d'attribuer proportionnellement des facilités de transport multimodal aux marchandises expédiées à partir ou en direction du territoire des autres Etats membres.

ARTICLE 11

Services météorologiques

- a) Chaque Etat membre rassemblera et diffusera à l'intention des autres Etats membres, des renseignements météorologiques pour faciliter la bonne marche de la navigation aérienne, du cabotage, des transports par voies d'eau intérieures et le lancement d'alertes en cas de cyclone;
- b) Les Etats membres coopéreront et s'aideront dans le cadre de toutes les activités de l'Organisation météorologique mondiale qui intéressent la zone d'échanges préférentiels;
- c) Les Etats membres échangeront entre eux des informations sur l'évolution des sciences et techniques météorologiques.

ARTICLE 12

Services postaux

Les Etats membres :

- a) Encourageront une coopération étroite entre leurs administrations postales et mettront au point des moyens pour augmenter la rapidité et la fréquence et abaisser les tarifs des services postaux entre eux;
- b) Prendront les mesures voulues pour harmoniser et utiliser au maximum les programmes de leurs institutions existantes pour la formation des employés des services postaux;
- c) Echangeront entre eux des informations sur l'évolution des services postaux.

ARTICLE 13

Télécommunications : téléphones, télégraphes et télex

Les Etats membres :

- a) Réorganiseront et amélioreront les réseaux internationaux de télégraphe, téléphone et télex afin de répondre aux normes requises pour assurer un trafic international efficient;
- b) Harmoniseront, chaque fois que possible, les tarifs de téléphone, télégraphe et télex;
- c) Etabliront, conformément à la résolution 278(XII) adoptée par la Conférence des ministres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (24-28 février 1975) concernant le Réseau panafricain de télécommunication, un système de télécommunications directes entre eux de façon à pouvoir transmettre les messages rapidement et à moindres frais;
- d) Prendront les mesures voulues pour harmoniser et utiliser au maximum les programmes de leurs institutions existantes pour la formation des employés des télécommunications;

e) Echangeront entre eux des informations sur l'évolution de la situation des télécommunications.

ARTICLE 14

Radio et télévision

Les Etats membres :

a) Echangeront des émissions de radio et de télévision sur des questions concernant le commerce des produits originaires des Etats membres et pour lesquels ont été accordées des concessions commerciales;

b) Convieront des tarifs préférentiels que leurs offices de radio et de télévision s'accorderont les uns aux autres.

ARTICLE 15

Règlement des différends

Tout différend découlant de l'interprétation ou de l'application du présent Protocole sera réglé conformément aux dispositions de l'Article ... du Traité.

ARTICLE 16

Règlements

Le Conseil pourra adopter des règlements en vue d'assurer une meilleure application des dispositions du présent Protocole et de régir des questions accessoires ou y relatives.

ARTICLE 17

Amendements

Le présent Protocole pourra être modifié, le cas échéant, conformément à l'Article ... du Traité.

ARTICLE 18

Signature

Le présent Protocole sera ouvert à la signature de tous les Etats membres jusqu'au 1980 à et, par la suite, jusqu'au 1980, au siège de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, à Addis-Abéba (Ethiopie).

ARTICLE 19

Ratification

Le présent Protocole sera soumis à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

ARTICLE 20

Adhésion

Le présent Protocole restera ouvert à l'adhésion des Etats membres. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

ARTICLE 21

Fonctions du dépositaire

Le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique transmettra des copies certifiées conformes du présent Protocole à tous les Etats membres et notifiera ceux-ci des dates de dépôt des instruments de ratification et d'adhésion et enregistrera le présent Protocole auprès de l'Organisation de l'Unité africaine, de l'Organisation des Nations Unies et de toute autre organisation désignée par le Conseil.

ARTICLE 22

Entrée en vigueur

a) Le présent Protocole entrera en vigueur trente jours après la date de dépôt du septième instrument de ratification ou d'adhésion.

b) Le présent Protocole entrera en vigueur à l'égard de chaque Etat qui le ratifiera ou y adhérera après le dépôt du septième instrument de ratification ou d'adhésion, trente jours après le dépôt par ledit Etat de ses instruments de ratification ou d'adhésion.

FAIT à le 1980,
en anglais et en français, les deux textes faisant également foi.

EN FOI DE QUOI, LES PLENIPOTENTIAIRES SUIVANTS D'AFRIQUE DE L'EST ET D'AFRIQUE
AUSTRALE ONT SIGNE LE PRESENT PROTOCOLE :

Angola
Botswana
Comores
Djibouti
Ethiopie
Kenya
Lesotho
Madagascar
Malawi

Maurice
Mozambique
Ouganda
Seychelles
Somalie
Souaziland
Tanzanie (Rép.-Unie de)
Zambie